



# La lettre de l'Afrique

[www.lalettredelafrique.fr](http://www.lalettredelafrique.fr)

N° 5 octobre 2009

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

## » Sommaire

**La voix de l'Afrique dans les institutions internationales**

**3 questions à Bernard Debré**

**Madagascar**  
Un début de transition

**Zone franc**  
Vigilance particulière

**Télégrammes**  
**Livres**

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE

Grands Lacs

LA POUDRIERE DU KIVU

Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain  
[www.lescahiersde-lafrique.fr](http://www.lescahiersde-lafrique.fr)

## GUINÉE *Que faire ?*

**C**ent cinquante morts et des violences extrêmes: la répression de la manifestation de l'opposition, le 28 septembre à Conakry, a gravement marqué la Guinée. Le climat politique du pays en a été modifié en profondeur. La communauté internationale a vivement réagi, et les condamnations sont tombées depuis les capitales africaines, comme de Paris, Bruxelles et Washington. Le chef de la junte, Dadis Camara, se retrouve aujourd'hui très isolé.

Soucieuse d'éviter de nouveaux affrontements et l'engagement du pays dans une spirale dramatique, la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a recherché les possibilités de médiation et confié au président Compaoré une mission dans ce sens.

Tout indique que la communauté des états africains et ses institutions sont les mieux placées pour analyser les ressorts de la situation et proposer des formules de sortie de crise. Mais la question se pose de savoir comment les pays développés pourraient accompagner et faciliter les solutions politiques, notamment à travers des aides d'urgence et des soutiens au développement de base. Le peuple guinéen, assiégé par la pauvreté et par son cortège de maux, attend beaucoup de la solidarité internationale.

**E  
D  
I  
T  
O**

## Avant Copenhague

C'est avec des préoccupations contrastées que l'Afrique se prépare à la prochaine conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui se tiendra à Copenhague à partir du 7 décembre 2009.

L'Afrique contribue peu aux émissions de gaz à effet de serre, et cependant elle risque de souffrir du réchauffement climatique autant que d'autres continents, voire davantage pour ce qui concerne les régions tropicales sèches. Elle souhaite participer à la lutte contre l'effet de serre, et

cependant elle ne peut pas tirer un trait sur le développement économique et social auquel ses populations aspirent.

Elle se retrouve ainsi sur la même ligne que les pays en voie de développement, devant les pays développés, et plus particulièrement face aux européens, qui appellent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, et qui ont des moyens bien supérieurs à ceux des pays pauvres pour aller dans ce sens.

Dans ce contexte, seule une compensation économique et financière suffisante des pays du nord, permettrait d'éviter malentendus et affrontements.

## Gabon

## Élection présidentielle confirmée

L'élection d'Ali Bongo Ondimba à la Présidence de la République a été définitivement confirmée le 12 octobre par la Cour Constitutionnelle qui a rejeté les recours formés par les

autres candidats. L'opposition, met en cause la décision de la Cour. Libreville se prépare aux cérémonies d'investiture du nouveau Chef de l'État prévues pour le 16 octobre.

## La voix de l'Afrique dans les instances internationales

*La voix de l'Afrique semble se faire de plus en plus entendre dans les instances internationales. C'est en tout cas ce qui ressort des récentes grandes réunions, et qui apparaît déjà pour la prochaine conférence de Copenhague.*

**L**e rôle accru du G20 dans les affaires du monde a entraîné de façon quasi mécanique le renforcement de la présence de l'Afrique dans le traitement des grands dossiers et dans l'esprit des opinions publiques.

Le continent est en effet représenté au G20 par l'Afrique du Sud, alors qu'il ne l'était pas au G7 et au G8, pas plus qu'il ne dispose d'un siège permanent au Conseil de Sécurité. L'invitation aux réunions à titre d'observateurs, de l'Union Africaine et de l'Éthiopie, en tant que chargée de la présidence du NEPAD, a donné encore plus

de poids à cette participation. C'est sans doute une des raisons pour lesquelles, au G20 du 19 avril 2009 à Londres, Gordon Brown annonçant « un new deal mondial » a ajouté que « son impact s'étendra des villages d'Afrique à la réforme des institutions financières ».

**« Un new deal mondial »**

C'est dans ce contexte que les Africains comme les représentants des pays du Sud

ont plaidé pour les peuples pauvres. Le FMI s'est alors engagé à faire des efforts beaucoup plus importants en leur faveur, en tirant sur les ressources supplémentaires mises à sa disposition.

Le G20 de Pittsburg les 24 et 25 septembre 2009 a permis à nouveau à l'Afrique de faire valoir ses préoccupations devant la crise mondiale, et son impact sur la contraction du commerce international, la réduction des investissements étrangers, et le resserrement du crédit.

Dans les deux réunions, l'Afrique a souligné les préoccupations et les atouts ...

(suite page 2)



## La voix de l'Afrique dans les instances internationales (suite)

(suite)... qui sont les siens dans le débat international qui va croissant sur les changements climatiques.

Le calendrier international a fait qu'à la fin de cette période, l'assemblée générale des nations unies a permis aux délégations africaines de revenir sur l'ensemble des thèmes de l'actualité mondiale et d'y faire entendre leur voix avec d'autant plus de force que les grandes puissances occidentales, touchées par la crise dans leur richesse et dans leur orgueil, traversent une phase de doute et d'interrogation sur la valeur de leurs choix financiers, économiques et sociaux.

C'est l'occasion qu'a choisie le président **Barak Obama**,

pour rencontrer les chefs d'état des pays africains, manifestant à leur égard et à l'égard de l'Afrique, une attention toute spéciale, que ses prédécesseurs n'avaient pas et qui a fait forte impression.

Sur cette lancée, il ne fait pas de doute que les pays africains influenceront beaucoup sur les débats de la **prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques**, début décembre à Copenhague. Ils y seront représentés en nombre, puisqu'il s'agit d'une conférence ouverte à tous les pays du monde. Ils s'y

trouveront, à bien des égards, en position de force : en effet, ils ne contribuent que très peu aux émissions de gaz à effet de serre ; ils ont de grandes possibilités en matière d'énergies renouvelables ; ils disposent d'immenses forêts dans les régions équatoriales et tropicales humides, leur permettant d'envisager des échanges fructueux de droits avec les pays industriels, dans le cadre des mécanismes du protocole de Kyoto sur le carbone.

Il reste que la problématique de la conférence de Copenhague n'est pas simple. Les Africains sont certes prêts

à négocier, mais pas à sacrifier leur développement industriel naissant ou à venir. Ils ont déjà prévenu qu'ils n'accepteront pas que l'occident leur impose des traités inégaux.

C'est ainsi que Copenhague s'annonce en fait comme une grande conférence politique. Pour les pays d'Europe occidentale, et pour la France en particulier, c'est l'occasion privilégiée de développer sur un terrain nouveau, un dialogue moderne avec l'Afrique.



### 3 questions à

## Bernard Debré

*Bernard Debré, ancien ministre de la coopération, député de Paris, et professeur de médecine, chef du service d'urologie à l'hôpital Cochin, rappelle les actions de coopération qu'il mène*

*dans le monde et notamment en Afrique en matière médicale, et évoque des perspectives d'avenir pour la coopération franco-africaine dans ce domaine.*



**La lettre de l'Afrique :**  
Pourriez-vous rappeler ici les actions de coopération médicale que vous menez à titre personnel dans le monde ?

**LLA :** S'agissant de l'Afrique, voudriez-vous détailler une de vos actions ?

mais elle crée un lien indestructible entre les médecins français et africains.

**B. Debré :**

J'ai particulièrement agi en Mauritanie. J'y retourne périodiquement pour opérer avec mes équipes bien sûr dans l'hôpital public. Lorsque j'y vais, j'y apporte non seulement les médicaments nécessaires, que je laisse sur place, mais aussi le matériel moderne

**LLA :** D'une manière générale, quelles initiatives publiques recommanderiez-vous en priorité pour développer la coopération médicale franco-africaine ?

**B. Debré :**

Rien ne remplace ces liens entre les chirurgiens -hommes ou femmes- de France et d'Afrique. Il est nécessaire que ces actions existent dans les deux sens. Je voudrais, contrairement à ce qui existe aujourd'hui, que l'on développe les postes de « faisant fonction d'internes » dans les services hospitaliers français qui seraient offerts aux Africains. J'aimerais aussi que les internes français puissent faire des stages validants, obligatoires, dans les services africains.

Ces mesures très simples permettraient, j'en suis sûr, de mieux se comprendre, et de former de très grandes équipes internationales pour la santé de tous.

**Bernard Debré :**

Je vais prendre l'exemple de deux actions que j'ai menées récemment : une première au Pakistan, à Mousafferabad, au Cachemire, où j'ai monté un hôpital, en collaboration avec les médecins locaux. J'y ai installé des salles d'opération, et plusieurs fois par an, avec mes équipes, j'y suis allé opérer. Cette action est exemplaire, car contrairement à certaines idées reçues, j'ai pu y opérer des femmes musulmanes.

La deuxième action se situe en Chine. J'ai été nommé chef de service du grand hôpital de Shanghai, j'y ai monté une salle d'opération, une salle de réanimation et un service d'hospitalisation. En quelques années, ce service est devenu l'un des plus importants de cette ville.

dont les Mauritaniens peuvent se servir après mon départ. Ce type d'actions est important car les chirurgiens mauritaniens viennent en France se former dans mon service parisien. Nous avons pu créer ainsi tout un réseau de chirurgiens en Afrique. Je pense que cette action est exemplaire car non seulement elle aide des populations

« Rien ne remplace ces liens entre les chirurgiens de France et d'Afrique »

**Madagascar**

**Début de transition**

*Sous la pression de la communauté internationale, les forces politiques malgaches viennent de constituer une « Haute autorité de transition »*

Depuis le début de l'année 2009, Madagascar vit dans la confusion politique. Le départ forcé du Président Ravalomanana, en forte baisse de popularité dans la capitale et lâché par les militaires, l'installation au palais présidentiel, d'Andy Rajoelina, porteur de nouveaux espoirs mais non élu, ont placé la démocratie malgache en porte-à-faux.

**Un accord à l'arraché**

Les appels au dialogue émanant de la communauté internationale, la suspension des aides et les menaces de sanction, ont conduit les protagonistes à négocier. Les anciens présidents de la République, Albert Zafy et Didier Ratsiraka, ont participé aux négociations, ainsi que d'autres responsables de partis. Les discussions ont eu lieu à Maputo, sous la médiation de l'ancien Chef de l'État mozambicain, Joaquim Chissano, président du Groupe International de Contact. Un accord cadre a été signé le 9 août. Mais les discussions qui ont suivi, du 25 au 28 août, afin de composer l'équipe de transition chargée

d'organiser la sortie de crise, n'ont pas abouti. En septembre, Andy Rajoelina, cherchant une légitimation internationale, s'est rendu à New York. Mais il n'a pas pu accéder à la tribune de Nations Unies.

Une réunion générale de négociation a eu lieu le 6 octobre, à Antananarivo, en présence de M. Jean Ping, Président de la Commission de l'Union Africaine, de M.Chissano, et du ministre français de la coopération, M. Alain Joyandet. Cette réunion s'est conclue par l'accord dit du « Carlton » : la « Haute Autorité de Transition » (HAT), créée pour gérer le pays pendant une période de 15 mois et organiser les élections, a pour Président, M. Andy Rajoelina, et M. Rakotovahini pour



Manifestation à Antananarivo

qu'approuvant le processus de sortie de crise, il ne pouvait pas accepter qu'Andy Rajoelina préside la Haute Autorité. On sait, d'autre part, que la veille de l'accord M. Rajoelina avait indiqué qu'il avait besoin, pour mettre en œuvre le processus de transition, que la communauté internationale écarte toute idée de sanction, alloue les fonds nécessaires à l'organisation des élections, comme aux aides sociales d'urgence, et veille à ce que soient débloquées les aides budgétaires et d'investissements précédemment prévues par l'Union Européenne (300 millions d'euros), et la Banque Mondiale (180 millions de dollars).

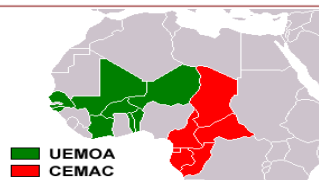
Compte tenu de l'accord des chefs des mouvances politiques malgaches, et du soutien apporté par la communauté internationale et malgré les réserves de Marc Ravalomanana sur le rôle dévolu à Andy Rajoelina, le processus de transition devrait pouvoir progresser. Beaucoup dépendra de la manière positive dont les partenaires internationaux sauront l'accompagner.

« Le processus de transition devrait pouvoir progresser »

vice-président. M. Mangalaza devient Premier ministre.

**Une mise en route compliquée**

Marc Ravalomanana, désavouant ses représentants, a déclaré que bien



La Zone franc regroupe 14 pays d'Afrique sub-saharienne, les Comores et la France

**Vigilance particulière sur la zone franc**

**Les contrecoups de la crise économique**

Malgré une bonne application des politiques budgétaire et l'effet stabilisateur de l'ancrage du CFA à l'Euro, les exportations des pays de la zone ont chuté. Selon Christine Lagarde « la croissance de l'Afrique sub-saharienne tombera sous la barre des 5% en 2009, la première fois depuis cinq ans ».

C'est une situation moins dramatique que prévue mais qui demeure très fragile. En cause, la hausse de l'inflation depuis 2 ans : les pays de l'UEMOA

(Union économique et monétaire ouest-africaine) affichent un taux de 7,4 % contre seulement 2,4% en 2007. Pour la CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale), l'évolution des prix est de 5,9 %.

« Besoin de soutien sur des programmes de relance »

Dans ce contexte de crise, l'opportunité est donnée aux pays de la zone de réclamer un soutien sur des programmes précis susceptibles de relancer la machine économique,

notamment par le biais du secteur énergétique.

Le FMI a rappelé à Istanbul l'annonce faite en juillet du renforcement de son aide aux pays pauvres, avec l'annulation jusqu'à fin 2011 du paiement des intérêts qu'ils lui doivent et l'accroissement considérable des prêts à leur intention.

Le tableau s'assombrit un peu plus lorsqu'il s'agit d'évoquer le remboursement de la dette contractée par les pays pauvres. En effet 90 % de celle-ci devra être remboursée à la Banque Mondiale et au FMI. Les prémices d'une nouvelle crise de la dette se dessinent.

*Différences d'appréciation sur l'Afrique et la zone franc à la rencontre des pays de la zone franc à Paris et au menu du FMI et de la banque mondiale à Istanbul*

L'impact de la crise économique sur les pays de la Zone franc fut, le mardi 29 septembre au cœur des discussions, entre la ministre Christine Lagarde, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer et les quinze ministres des Finances des pays de la Zone franc.

Au terme de la réunion, la tendance était plutôt à l'optimisme. « Contrairement à l'Europe, l'Afrique n'est pas entrée en récession », affirme l'ivoirien Charles Diby Koffi.

**L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2008-2009**

*Sous la direction de S. Marysse, F. Reyntjens, S. Vandeginste L'Harmattan, 2009*

Cet annuaire offre des clés de lecture de l'évolution de la région des grands lacs en 2008 et au premier trimestre de 2009. Dans une première partie, sont analysés des thèmes d'actualité dans les domaines politique, social et économique. Une seconde partie présente les organigrammes des institutions au Burundi, au Rwanda et dans les deux Kivu.

**La presse écrite d'Afrique francophone en question**

*Pierre Daubert, L'Harmattan 2009*

Au début des années 1990, le "printemps démocratique" de l'Afrique a permis la libéralisation de la presse et l'installation du multipartisme. Pourtant, 20 ans après, la presse écrite d'Afrique francophone demeure relativement faible. Ce livre analyse l'état de la presse écrite d'Afrique francophone et évalue ses chances pour l'avenir.

**Sawaba, une vie volée**

*Dr Ludovic Falandry, L'Harmattan*

Récit poignant, qui touche au droit des femmes en Afrique, parcourant la vie de souffrance d'une jeune fille excisée et « fistuleuse » ; une horreur physiologique qui s'accompagne d'un drame social : l'exclusion. 200000 jeunes femmes sont touchées par cette infirmité en Afrique

**L'aide fatale**

*Dambisa Moyo, JC Lattès, 2009*

Selon cette économiste zambienne, l'assistance financière est pour les pays du sud un désastre économique, politique et humanitaire.

**TELEGRAMMES TELEGRAMMES TELEGRAMMES****Afrique du Nord**

- **Mauritanie** Depuis deux ans, la Mauritanie est l'objet d'attaques d'Al-Qaïda au maghreb islamique (Aqmi). Paris et Nouakchott étudieraient une éventuelle coopération militaire.
- **Tunisie** La campagne électorale pour la présidentielle et les législatives du 25 octobre a débuté. Le président sortant Zine El Abidine Ben Ali est le favori, face à trois postulants de l'opposition parlementaire.

**Afrique subsaharienne**

- **Congo Brazzaville** Réélu à la tête du Congo au mois de juillet, Denis Sassou Nguesso a nommé un nouveau gouvernement et supprimé le poste de 1er ministre.
- **RDC** Deux rapports d'enquête de la MONUC sur des crimes commis dans le nord Kivu entre octobre et décembre 2008, ont été publiés à Genève par le bureau du Haut commissaire des Nations Unies sur les droits de l'homme.
- **Côte d'Ivoire** Dans la perspective des élections présidentielles prévues le 29 novembre prochain, la liste électorale provisoire a été publiée le 8 octobre.
- **Soudan** Les violences se multiplient dans la région du Sud-Soudan, riche en pétrole, qui attend d'être pacifiée après plus de 20 ans de guerre civile avec le Nord.
- **Somalie** Dans le nord, plusieurs villages ont fait l'objet, samedi 10 octobre, d'incursions militaires éthiopiennes.
- **Burkina Faso** Le 7ème forum mondial du développement durable s'est tenu à Ouagadougou du 9 au 11 octobre.

**FMI - Banque mondiale****« Assemblée annuelle à Istanbul »**

6-7 octobre 2009

« *L'Afrique devrait être en particulier mieux représentée au sein du G20* »

Cette déclaration a été faite par Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, qui a estimé qu'il fallait intégrer d'autres pays africains au sein du G20 ; l'Amérique latine compte trois représentants : l'Argentine, le Brésil et le Mexique.

Les états africains qui comptent parmi les pays pauvres très endettés (PPTE), ont réclamé le droit à être représenté au sommet du G20 où des décisions cruciales les concernant sont prises en marge des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale. L'Afrique du sud est membre du G20, mais aux yeux des PPTE, elle défend d'abord ses propres intérêts.

**CF***Le club du faubourg*

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.